

No :  
500-06-001143-219

Référée  
de

Salle  
prévue  
15.09

Date

Le 1er mars 2023

L'HONORABLE LUKASZ GRANOSIK, J.C.S.

JG2551

**Partie demanderesse**

Boby Carius

Présent

**Procureur(s)**

Me Mike Diomande - absent  
mikediomande.avocat@bellnet.ca

Me Jacky Eric Salvant  
jacmarsal@hotmail.com

Présent

Me Ange Stephane Dakouri  
sd.avocatcanada@gmail.com  
DAKOURI AVOCATS & CONSULTANTS

**Partie défenderesse**

Les entreprises Vivre en forme inc.  
(Econofitness)

Absente

**Procureur(s)**

Me Patrice Hockenull  
p.hockenull@pfdavocats.com  
PFD AVOCATS

Présent

Nature de la cause

Action collective en dommages

Montant : \$

Cote(s)	Requête (s)
xx	Gestion concernant les avis aux membres

Greffier(ière)	Interprète	Sténographe
Madalina Vancu	N/A	N/A

**ENREGISTREMENT NUMÉRIQUE**

Audition AM :	Début	Fin	Audition PM :	Début	Fin
	09:33	10:45			

Affaires référées au maître des rôles

Résultat de l'audition

Jugement rendu le 1er mars 2023.

**HEURE**

09:33	<b><u>OUVERTURE DE L'AUDIENCE</u></b> Identification des procureurs
09:34	Échanges de part et d'autre  Les parties demandent au Tribunal quelques minutes pour s'entendre sur la formulation de l'avis aux membres.
09:37	<b><u>SUSPENSION DE L'AUDIENCE</u></b>
10:06	<b><u>REPRISE DE L'AUDIENCE</u></b>
10:07	Échanges de part et d'autre (diffusion de l'avis aux membres)

No :  
500-06-001143-219

Référée  
de

Salle  
prévue  
15.09

Date

Le 1er mars 2023

L'HONORABLE LUKASZ GRANOSIK, J.C.S.

JG2551

10:13

**SUSPENSION DE L'AUDIENCE**

10:38

**REPRISE DE L'AUDIENCE**

10:39

Représentations de Me Salvant

La partie demanderesse va assumer les frais de publication de l'avis aux membres.

10:39

Représentations de Me Hockenull

10:40

**JUGEMENT :**

**VU** le jugement d'autorisation;

**CONSIDÉRANT** l'entente des parties;

**CONSIDÉRANT** les représentations;

Pour ces motifs, **LE TRIBUNAL :**

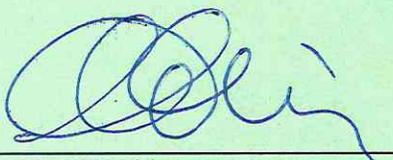
**DONNE ACTE** à l'entente des parties en ce qui concerne l'avis aux membres selon les paramètres suivants :

- Tous les avis et formulaires en annexe de ce PV seront applicables;
- Les avis abrégés seront diffusés et affichés pour une période de 2 semaines à compter d'environ le 15 mars 2023 dans tous les établissements de la partie défenderesse, ainsi que dans les médias suivants:
  - La presse
  - Le journal de Montréal
  - Le journal de Québec
  - The Gazette
- Les frais de cette diffusion et publication seront à la charge du demandeur, étant entendu qu'ils feront partie des frais de justice au fond de ce dossier.

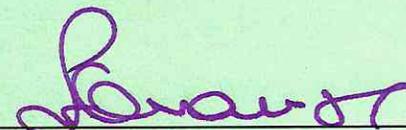
**Sans frais de justice**, vu l'entente des parties.

10:45

Fin de l'audience



Madalina Vancu g.a.c.s.



L'HONORABLE LUKASZ GRANOSIK, J.C.S.

**AVIS AUX MEMBRES**  
**DÉPÔT DE L'ACTION COLLECTIVE BOBY CARIUS CONTRE LES ENTREPRISES**  
**VIVRE EN FORME INC : ECONOFITNESS, AUTORISÉE PAR LE TRIBUNAL**  
**500-06-001143-219**

**PRENEZ AVIS** que l'exercice d'une action collective a été autorisé le 08 novembre 2022, par l'Honorable Lukasz Granosik de la Cour supérieure du Québec contre les Entreprises Vivre en forme: Econofitness, et ce, pour le compte des personnes faisant partie du groupe suivant :

**« Toutes les personnes qui ont payé et/ou continuent de payer un abonnement platine auprès du centre du défendeur et qui depuis le 13 Mars 2020 n'ont plus un accès illimité ,ne peuvent plus partager de manière illimitée leur carte de membre, et qui se sont vu imposer une modification unilatérale des termes de leur abonnement platine par la défenderesse sans contrepartie. »**

Le statut de représentant pour l'exercice de cette action collective a été attribué à la **à la personne désignée, BOBY CARIUS.**

Les principales questions qui seront traitées collectivement sont les suivantes:

« 1) La défenderesse a-t-elle violé les articles 8, 11.4, et 200 de la Loi sur la protection du consommateur ainsi que les articles 1457, 1458, 1694, 2125, et 2129 du Code civil du Québec en changeant unilatéralement le caractère illimité de l'abonnement platine souscrit par les membres alors que les membres ont payé et/ou continuent de payer pour un abonnement platine leur donnant accès illimité à ses installations ? ;

2) La défenderesse enfreint-elle la Loi sur la Protection du consommateur en continuant à vendre des abonnements platines illimités, alors qu'elle n'est plus à mesure d'offrir un accès illimité, un partage illimité de la carte membre et autres avantages de cet abonnement ? Commet-elle une faute aggravante ?

3) Est-ce que les membres ont droit à une réduction et/ou un remboursement des frais d'abonnement qu'ils ont payé et/ou continue de payer pour un abonnement platine que la défenderesse n'est plus en mesure d'offrir ?

4) Est-ce que les membres sont en droit d'obtenir une compensation morale et des dommages punitifs résultants de cette situation, si Oui quel devrait être le quantum desdits dommages ?

Les conclusions recherchées qui se rattachent à ces questions sont les suivantes:

- **DECLARER** que la défenderesse ne peut pas unilatéralement changer les termes

et la nature des abonnements platines souscrits par les membres ;

- DECLARER que les membres ont le droit d'obtenir soit une réduction de leur frais d'abonnement soit un remboursement desdits frais à compter de la modification unilatérale effectuée par la défenderesse ;
- CONDAMNER la défenderesse à payer au demandeur et à chacun des membres du groupe, à titre de dommage moral un montant à être déterminé, le tout avec intérêts au taux légal plus l'indemnité additionnelle depuis l'assignation ;
- CONDAMNER la défenderesse à payer au demandeur et à chacun des membres du groupe, à titre de dommages punitifs la somme de 300 \$ , le tout avec intérêts au taux légal plus l'indemnité additionnelle à compter du jugement au mérite ;
- ORDONNER le recouvrement collectif des réclamations des membres pour tout les dommages ;
- ORDONNER le recouvrement collectif des recouvrements, selon les modalités que la preuve permettra d'établir, ou si cela s'avère impossible, ordonner le recouvrement individuel des réclamations ;
- AVEC FRAIS DE JUSTICE incluant les frais et honoraires des experts et les frais de publication d'avis.

**Si vous souhaitez être inclus dans cette action collective, vous n'avez rien à faire.**

Si vous n'êtes pas un représentant du groupe ou un intervenant à l'action collective, vous n'avez pas à payer les frais de justice de l'action collective.

**Si vous ne souhaitez pas être lié par cette action collective**, vous pouvez vous exclure en envoyant au greffier de la Cour supérieure le formulaire d'exclusion ci-joint.

Votre formulaire doit être acheminé **avant le 1 mai 2023 à 16h30**, à l'adresse suivante :

**Greffier de la Cour supérieure  
Palais de justice de Montréal  
Dossier : 500-06-001143-219  
1, rue Notre Dame Est, bureau 1.120  
Montréal (Québec) H2Y 1B6**

Si vous vous excluez, vous ne pourrez obtenir de paiement si l'action collective est accueillie ou si un règlement intervient.

Tout membre faisant partie du groupe, qui ne s'en sera pas exclu, sera lié par tout jugement et toute transaction/règlement à intervenir sur l'action collective:

Tout membre du groupe qui a déjà introduit une demande personnelle en justice ayant le même objet que l'action collective est réputée s'exclure du groupe s'il ne se désiste pas

de sa demande personnelle avant l'expiration du délai d'exclusion.

**Un membre peut demander d'intervenir** à l'action collective, et cette demande pourra être autorisée par la Cour si celle-ci est considérée utile au groupe.

**Un nouvel avis sera publié au moment du jugement final sur l'action collective.**

Un avis aux membres quant à cette action, incluant les formalités relatives à la procédure d'exclusion d'un membre est disponible au greffe de la Cour supérieure, au sein des locaux d'ECONOFITNESS ou encore, vous pouvez communiquer avec le procureur du groupe et de la représentante et de la personne désignée en lui laissant votre adresse courriel ou autre adresse.

L'adresse des procureurs de la représentante, de la personne désignée et des membres est:

**Me Mike Diomande, Avocat**  
Papa-Mike Diomande, avocat  
4, rue Notre-Dame Est, bureau 1001  
Montréal, (Québec) H2Y 1B8  
Téléphone : (514) 868-0553  
Télécopieur : (514) 868-0554  
Courriel : [mikediomande.avocat@bellnet.ca](mailto:mikediomande.avocat@bellnet.ca)

**ME JACKY-ÉRIC SALVANT, AVOCAT**  
Procureurs du demandeur  
1947, Avenue Papineau,  
Montréal (Québec) H2K 4J3  
Téléphone (514) 601-2701  
[jacmarsal@hotmail.com](mailto:jacmarsal@hotmail.com)

**ME ANGE STEPHANE DAKOURI**  
**DAKOURI AVOCATS & CONSULTANTS**  
Procureurs du demandeur  
1776 Boulevard Des Laurentides  
Vimont-Laval (Québec) H7M 2P6  
Téléphone (514) 814 0483  
[sd.avocatcanada@gmail.com](mailto:sd.avocatcanada@gmail.com)

Les membres peuvent consulter le registre central des actions collectives à l'adresse suivante :

[www.registredesactionscollectives.quebec](http://www.registredesactionscollectives.quebec)

**LA PUBLICATION DE CET AVIS A ÉTÉ ORDONNÉE PAR LE TRIBUNAL**

**AVIS AUX MEMBRES**  
**DÉPÔT DE L'ACTION COLLECTIVE BOBY CARIUS CONTRE LES ENTREPRISES**  
**VIVRE EN FORME INC : ECONOFITNESS, AUTORISÉE PAR LE TRIBUNAL**  
**500-06-001143-219**

**PRENEZ AVIS** que l'exercice d'une action collective a été autorisé le 08 novembre 2022, par l'Honorable Lukasz Granosik de la Cour supérieure du Québec contre les Entreprises Vivre en forme: Econofitness, et ce, pour le compte des personnes faisant partie du groupe suivant :

**« Toutes les personnes qui ont payé et/ou continuent de payer un abonnement platine auprès du centre du défendeur et qui depuis le 13 Mars 2020 n'ont plus un accès illimité ,ne peuvent plus partager de manière illimitée leur carte de membre, et qui se sont vu imposer une modification unilatérale des termes de leur abonnement platine par la défenderesse sans contrepartie. »**

L'action collective allègue notamment que ECONOFITNESS a modifié unilatéralement le contrat d'abonnement des membres ayant contracté un plan platine et ont effectué des prélèvements financiers sans droit et sans contrepartie.

Un membre peut s'exclure du groupe en avisant le greffier de la Cour supérieure du district de Montréal, par écrit, préférablement par courrier recommandé ou certifié au 1 rue Notre-Dame Est, bureau 1.120, Montréal, Québec, H2Y 1B6 au plus tard le **01<sup>er</sup> Mai 2023**.

Prenez note que si vous décidez de demeurer membre du groupe, vous n'avez rien à faire pour le moment et il n'y a aucune réclamation à formuler ni aucune somme à distribuer pour le moment.

Les membres ne peuvent être appelés à payer les frais de justice de l'action collective si elle était rejetée.

**Un nouvel avis sera publié au moment du jugement final sur l'action collective.**

L'avis complet aux membres, incluant les formalités relatives à la procédure d'exclusion d'un membre est disponible au greffe de la Cour supérieure, district de Montréal et sur les sites Web [www.tribunaux.qc.ca](http://www.tribunaux.qc.ca) et [www.litigeciviletfamilial.ca](http://www.litigeciviletfamilial.ca)

Les membres du groupe sont représentés par :

**Me Mike Diomande, Avocat**  
Papa-Mike Diomande, avocat  
4, rue Notre-Dame Est, bureau 1001  
Montréal, (Québec) H2Y 1B8  
Téléphone : (514) 868-0553  
Télécopieur : (514) 868-0554  
Courriel : [mikediomande.avocat@bellnet.ca](mailto:mikediomande.avocat@bellnet.ca)

**ME JACKY-ÉRIC SALVANT, AVOCAT**  
Procureurs du demandeur  
1947, Avenue Papineau,  
Montréal (Québec) H2K 4J3  
Téléphone (514) 601-2701

[jacmarsal@hotmail.com](mailto:jacmarsal@hotmail.com)

**ME ANGE STEPHANE DAKOURI**  
**DAKOURI AVOCATS & CONSULTANTS**  
Procureurs du demandeur  
1776 Boulevard Des Laurentides  
Vimont-Laval (Québec) H7M 2P6  
Téléphone (514) 814 0483  
[sd.avocatcanada@gmail.com](mailto:sd.avocatcanada@gmail.com)

Les membres peuvent consulter le registre central des actions collectives à l'adresse suivante :

[www.registredesactionscollectives.quebec](http://www.registredesactionscollectives.quebec)

**LA PUBLICATION DE CET AVIS A ÉTÉ ORDONNÉE PAR LE TRIBUNAL**

Cour Supérieure : 500-06-001143-219

**FORMULAIRE D'EXCLUSION**

**BOBY CARIUS  
c.  
LES ENTREPRISES VIVRE EN FORME (ECONOFITNESS)**

CE FORMULAIRE VOUS EXCLUT DU RECOURS COLLECTIF ET VOUS EMPÊCHE, LE CAS ÉCHÉANT, D'OBTENIR UNE INDEMNISATION DÉCOULANT DU JUGEMENT A INTERVENIR DANS LE RECOURS COLLECTIF DE BOBY CARIUS VS. LES ENTREPRISES VIVRE EN FORME (ÉCONOFITNESS)

N'UTILISEZ PAS CE FORMULAIRE SI VOUS SOUHAITEZ OBTENIR UNE INDEMNISATION DÉCOULANT JUGEMENT A INTERVENIR.

ENGLISH VERSION WILL BE AVAILABLE UPON REQUEST AT  
litigeciviletfamilial.ca

**IDENTIFICATION DES MEMBRES DU GROUPE**

Nom et Prénoms: \_\_\_\_\_

Adresse Résidentielle:

\_\_\_\_\_

Numéro de Rue et appt :

\_\_\_\_\_

Ville (Municipalité) Province Code Postal: \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

Téléphone (Résidence): \_\_\_\_\_

Téléphone (Travail ou Cellulaire):

\_\_\_\_\_

**DECLARATION**

Je, \_\_\_\_\_, déclare ce qui suit:

- 
1. Je suis un membre du groupe du groupe décrit dans le cadre du recours collectif ;
  2. Je souhaite être exclu du recours collectif et je comprends que par mon exclusion, je ne serai pas lié au jugement final résultant de ce recours ;

ET J'AI SIGNÉ CE \_\_\_\_\_ 2023

\_\_\_\_\_  
Signature

**Au plus tard le 1er Mai 2023, ce formulaire doit :**

- (a) être déposé ou transmis au greffe de la Cour Supérieure de Montréal, la date d'oblitération postale faisant foi, à l'adresse suivante:

**Greffier de la Cour supérieure  
Palais de justice de Montréal  
Dossier : 500-06-001143-219  
1, rue Notre Dame Est, bureau 1.120  
Montréal (Québec) H2Y 1B6**

- b) transmettre une copie via courriel à l'adresse suivante:  
[mikediomande@litigeciviletfamilial.ca](mailto:mikediomande@litigeciviletfamilial.ca) ou par courriel au:

Boby Carius  
Recours Collectif  
4 Rue Notre-Dame Est, Suite 1001  
Montreal, Quebec H2Y 1B8

**NOTICE TO CLASS MEMBERS FOLLOWING A JUDGMENT  
GRANTING AUTHORIZATION TO INSTITUTE A CLASS ACTION**

**BOBY CARIUS  
vs  
LES ENTREPRISES VIVRE EN FORME (ECONOFITNESS)**

**500-06-001143-219**

**TAKE NOTICE** that the bringing of a class action was authorized on November 8th , 2022, by judgment of the Honorable Justice Lukasz Granosik, of the Superior Court of Quebec against the defendant, ECONOFITNESS, on behalf of the persons forming part of the group described below, namely:

**“Any persons who have paid and/or continue to pay a platinum subscription to the defendant's centre and who since March 13, 2020 no longer have unlimited access, may no longer share their membership card in an unlimited manner, and who were forced to unilaterally modify the terms of their platinum subscription by the defendant without consideration;”**

The status of the representative for the exercise of this class action has been attributed to the designated person, BOBY CARIUS.

The principal issues to be dealt with collectively are as follows:

- (1) Did the defendant violate articles 8, 11.4, and 200 of the Consumer Protection Act as well as articles 1457, 1458, 1694, 2125, and 2129 of the Civil Code of Quebec by unilaterally changing the unlimited character of the platinum subscription subscribed by the members while the members have paid and/or continue to pay for a platinum subscription giving them unlimited access to its facilities?
- (2) Is the defendant infringing the Consumer Protection Act by continuing to sell unlimited platinum subscriptions when it is no longer able to offer unlimited access, unlimited sharing of the membership card and other advantages of this subscription ? Is she committing an aggravating fault?
- (3) Are members entitled to a reduction and/or refund of the subscription fees they paid and/or continue to pay for a platinum subscription that the defendant is no longer able to offer ?
- (4) Are the members entitled to obtain moral compensation and punitive damages resulting from this situation, if yes what should be the quantum of said damages?

The conclusions sought by the designated person, Bobby Carius, in relation to those issues are as follows:

- DECLARE that the defendant cannot unilaterally change the terms and nature of the platinum subscriptions taken out by the members;
- DECLARE that the members have the right to obtain either a reduction in their subscription fees or a reimbursement of said fees from the unilateral modification made by the defendant;
- CONDEMN the defendant to pay the plaintiff and each of the members of the group, as moral damages, an amount to be determined, all with interest at the legal rate plus the additional indemnity since the summons;
- CONDEMN the defendant to pay the plaintiff and each of the members of the group, as punitive damages, the sum of \$300, all with interest at the legal rate plus the additional indemnity from the judgment on the merits;
- ORDER the collective recovery of members' claims for all damages;
- ORDER the collective recovery of recoveries, according to the terms that the evidence will establish, or if this proves impossible, order the individual recovery of claims;
- WITH LEGAL COSTS including experts' expenses and fees and costs relating to the publication of notices to class members.

**If you wish to be included in this class action**, you have nothing to do.

If you are not a class representative or an intervenor to the class action, you do not have to pay legal costs for the class action.

**If you do not wish to be bound by this class action**, you may exclude yourself by sending the clerk of the Superior Court, preferably by a registered or certified mail with your exclusion form.

Your letter must be sent before **May 1st, 2023 at 16:30** to the following address:

**Clerk of the Superior Court  
Montreal Courthouse  
File: 500-06-001143-219  
1 Notre Dame Street East, Office 1.120  
Montreal, Quebec  
H2Y 1B6**

If you exclude yourself, you will not be able to obtain payment if the class action is granted or if a settlement occurs.

Any member of the group, who will not be excluded, will be bound by any judgment and any transaction / settlement to intervene on the class action.

Any member of the group who has already made a personal claim for the same purpose as the class action shall be deemed to exclude himself from the group if he does not withdraw from his claim before expiry of the exclusion period.

A member may request to intervene in the class action, and this request may be authorized by the Court if it is considered useful to the group.

A new notice will be published at the time of the final judgment on the class action.

A notice to members regarding this action, including the formalities relating to the procedure of exclusion of a member is available at the office of the Superior Court, inside ECONOFITNESS' place or still, you can communicate with the attorney of the group and the representative and the designated person by leaving your email address or other address.

THE ATTORNEY FOR THE REPRESENTATIVE AND CLASS MEMBERS ARE

**Me Mike Diomande, lawyer**

Papa-Mike Diomande, lawyer  
4 Notre-Dame Street East, Office 1001  
Montreal, Quebec H2Y 1B8  
Phone; (514) 868-0553  
Fax: (514) 868-0554  
Email: [mikediomande.avocat@bellnet.ca](mailto:mikediomande.avocat@bellnet.ca)

**ME JACKY-ÉRIC SALVANT, AVOCAT**

Procureurs du demandeur  
1947, Avenue Papineau,  
Montréal (Québec) H2K 4J3  
Téléphone (514) 601-2701  
[jacmarsal@hotmail.com](mailto:jacmarsal@hotmail.com)

**ME ANGE STEPHANE DAKOURI**

**DAKOURI AVOCATS & CONSULTANTS**

Procureurs du demandeur  
1776 Boulevard Des Laurentides  
Vimont-Laval (Québec) H7M 2P6  
Téléphone (514) 814 0483  
[sd.avocatcanada@gmail.com](mailto:sd.avocatcanada@gmail.com)

Members may consult the Central Register of Class Actions at the following address:

[www.registredesactionscollectives.quebec](http://www.registredesactionscollectives.quebec)

**THE PUBLICATION OF THIS NOTICE HAS BEEN ORDERED BY THE TRIBUNAL**

**NOTICE TO CLASS MEMBERS FOLLOWING A JUDGMENT  
GRANTING AUTHORIZATION TO INSTITUTE A CLASS ACTION**

**TAKE NOTICE** that on November 8<sup>th</sup>, 2022, the Superior Court of Quebec authorized Mr Bobby Carius to bring a class action against LES ENTREPRISES VIVRE EN FORME : ECONOFITNESS, on behalf of the following persons:

**“Any persons who have paid and/or continue to pay a platinum subscription to the defendant's centre and who since March 13, 2020 no longer have unlimited access, may no longer share their membership card in an unlimited manner, and who were forced to unilaterally modify the terms of their platinum subscription by the defendant without consideration;”**

The class action alleges that ECONOFITNESS unilaterally modified the subscription contract of members who contracted a platinum plan and made financial withdrawals without right and without compensation.

Thus, financial compensation is claimed for the members of the class group.

**If you do not wish to be bound by this class action**, you may exclude yourself by sending the clerk of the Superior Court, preferably by a registered or certified mail at 1 Notre-Dame Street East, Suite 1.120, Montreal, Quebec, H2Y 1B6 no later than **May 1<sup>st</sup>, 2023**.

Please note that **if you wish to be included in this class action**, you have nothing to do and there are no claims to be made or any amounts to be distributed at this time.

A member is not called upon to pay the costs of the class action if dismissed by the Court.

A new notice will be published at the time of the final judgment on the class action.

The full text of the present Notice, including the formalities related to the procedure of exclusion of a member is available at the office of the Superior Court, District of Montreal and on the websites [www.tribunaux.qc.ca](http://www.tribunaux.qc.ca). and [www.litigeciviletfamilial.ca](http://www.litigeciviletfamilial.ca)

THE ATTORNEY FOR THE REPRESENTATIVE AND CLASS MEMBERS ARE :

**Me Mike Diomande, lawyer**  
Papa-Mike Diomande, lawyer  
4 Notre-Dame Street East, Office 1001  
Montreal, Quebec H2Y 1B8  
Phone: (514) 868-0553  
Fax: (514) 868-0554  
Email: [mikediomande.avocat@bellnet.ca](mailto:mikediomande.avocat@bellnet.ca)

**ME JACKY-ÉRIC SALVANT, AVOCAT**  
Procureurs du demandeur

---

1947, Avenue Papineau,  
Montréal (Québec) H2K 4J3  
Téléphone (514) 601-2701  
[jacmarsal@hotmail.com](mailto:jacmarsal@hotmail.com)

**ME ANGE STEPHANE DAKOURI**  
***DAKOURI AVOCATS & CONSULTANTS***  
Procureurs du demandeur  
1776 Boulevard Des Laurentides  
Vimont-Laval (Québec) H7M 2P6  
Téléphone (514) 814 0483  
[sd.avocatcanada@gmail.com](mailto:sd.avocatcanada@gmail.com)

**THE PUBLICATION OF THIS NOTICE HAS BEEN ORDERED BY THE TRIBUNAL**

**EXCLUSION FORM**

**BOBY CARIUS  
AGAINST  
LES ENTREPRISES VIVRE EN FORME (ECONOFITNESS)**

THIS FORM EXCLUDES YOU FROM THE CLASS ACTION AND PREVENTS YOU, IF ANY, FROM OBTAINING COMPENSATION UNDER THE JUDGMENT TO BE INTERVENED IN THE CLASS ACTION OF BOBY CARIUS VS. LES ENTREPRISES VIVRE EN FORME (ECONOFITNESS)

DO NOT USE THIS FORM IF YOU WANT TO OBTAIN COMPENSATION UNDER THE JUDGMENT TO INTERVENE.

\* VERSION FRANÇAISE AVAILABLE UPON REQUEST AT [litigeciviletfamilial.ca](http://litigeciviletfamilial.ca)

**IDENTIFICATION OF THE GROUP MEMBER**

First and last name: \_\_\_\_\_

Residence address:

\_\_\_\_\_

No civic Street app:

\_\_\_\_\_

City (Municipality) Province Postal Code: \_\_\_\_\_

Email Address: \_\_\_\_\_

Telephone (Residence): \_\_\_\_\_

Telephone (Work or cell): \_\_\_\_\_

**DECLARATION**

I, \_\_\_\_\_, declare the following: (print name)

1 I am a member of the Group described in the class action;

---

2. I wish to be excluded from the class action and I understand that by doing so, I will not be bound by a final judgment in this proceeding.

AND I SIGNED THIS \_\_\_\_\_ 2023

\_\_\_\_\_  
Signature

**By May 1st, 2023, this form must:**

(a) be filed or transmitted to the Clerk of the Superior Court of Montreal, the postmarked date of cancellation, at the following address:

Clerk of the Superior Court  
Class Action File 500-06-001143-219  
Montreal Courthouse  
1 Notre-Dame Street East, Suite 1.120  
Montreal, Quebec)  
H2Y 1B6

b) with a copy by email at the following address:  
[mikediomande@litigeciviletfamilial.ca](mailto:mikediomande@litigeciviletfamilial.ca) or by mail at:

Boby Carius  
Class action  
4 Notre-Dame Street East, Suite 1001  
Montreal, Quebec H2Y 1B8